

Au Brésil, menace sur la lutte contre la déforestation

Rio de Janeiro Correspondance

Un nouveau code forestier sur le point d'être adopté par le Congrès suscite la colère des écologistes



Le Brésil va-t-il être en mesure de tenir ses engagements en matière de lutte contre la déforestation ? L'adoption, mercredi 23 novembre, par la commission de l'environnement du Sénat du nouveau code forestier permet d'en douter. Le texte très controversé avait déjà été approuvé par la Chambre des députés au mois de mai. Il vise à réglementer les zones de protection de la végétation du territoire.

Deux dispositions sont au coeur de l'affrontement entre défenseurs de l'environnement et représentants du monde agricole.

La première concerne les zones de préservation permanentes, des terrains écologiquement fragiles comme les berges des rivières ou le sommet des collines. Le nouveau code réduirait, par exemple, de 30 m à 15 m, la bande de végétation primaire à conserver près des cours d'eau et des fleuves.

Selon les calculs de l'organisation environnementale WWF, " plus de 71 millions d'hectares de la flore brésilienne seraient menacés d'être rasés ou ne seraient pas régénérés ", ce qui multiplierait " par treize les émissions de gaz carbonique du pays ".

Le second point d'achoppement porte sur l'amnistie possible des agriculteurs qui ne respectent pas la " réserve légale ", un périmètre obligatoire de préservation de la végétation primaire, déjà prévu par la loi. " Notre législation criminalise 90 % des agriculteurs. Quand le code sera voté, nous bénéficierons d'une réelle sécurité juridique ", revendiquait en juin Katia Abreu, présidente de la Confédération nationale de l'agriculture.

Un argument un peu court pour Fernando Walcacer, professeur de droit environnemental à l'Université catholique de Rio de Janeiro : " C'est comme si on nous disait : "Il existe une loi qui interdit de tuer les gens, mais les meurtres continuent d'avoir lieu, donc pour éviter que les gens ne violent cette loi, on va les autoriser à s'entretuer ! " "

Après débat, l'amnistie ne concernerait plus que les petits producteurs, ceux dont la propriété ne dépasse pas 400 hectares. De plus, aucun agriculteur n'échapperait à l'obligation de replanter une surface minimum de végétation primaire, dans le cadre d'un programme de régularisation. La sénatrice Katia Abreu s'est dite " déçue et indignée " par ces changements de dernière minute.

" Double discours "

En dépit des nombreuses modifications apportées par le rapporteur Jorge Viana, lors de la

▶ PÈLERINAGE " VERT " AU BARRAGE DE BELO MONTE

Après le réalisateur canadien James Cameron et le chanteur anglais Sting, c'est au tour du milliardaire britannique David Rothschild d'aller clamer son opposition à la construction du barrage de Belo Monte, au Brésil, troisième plus gros ouvrage de ce type au monde. Le financier soutient les communautés indiennes, qui s'estiment menacées par l'infrastructure. - (AFP.)

[-] fermer

présentation du texte devant la commission de l'environnement du Sénat, ce projet de loi ne satisfait personne au Brésil.

Sur son blog, Marina Silva, l'ancienne candidate du Parti vert (PV) à la présidentielle de 2010, a rappelé que ce nouveau code forestier répondait " *intégralement aux exigences des lobbies agricoles, qui ont toujours voulu la disparition de la réserve légale, pour que 100 % de leur propriété puissent être cultivés* ". Selon elle, le Brésil est en train de faire machine arrière : " *Nous étions parvenus à réduire la déforestation de 27 000 km² à 6 000 km² en 2010. La simple annonce de l'arrivée de cette nouvelle loi fait qu'ils se remettent à couper des arbres à tort et à travers !* "

Selon l'Institut national d'observation des espaces (INPE), la déforestation, en Amazonie, aurait enregistré une hausse de 144 % au mois de mai, lorsque le texte a été voté par les députés, par rapport à la même période de 2010.

Le collectif Floresta Faz a Diferença, composé d'artistes et de personnalités, a dénoncé, ces dernières semaines, le contenu du nouveau code. Fernando Meirelles, le réalisateur du film *La Cité de Dieu*, est à l'origine de cette campagne qui passe par la diffusion de vidéos sur le Net. " *Les représentants de l'agrobusiness oublient de nous dire qu'il y a 61 millions d'hectares de terres dégradées disponibles au Brésil et des centaines de propositions pour les revitaliser. Rien qu'avec ça, on pourrait doubler notre production sans faire tomber un seul palmier !* ", explique -t-il.

En juin 2012, Rio de Janeiro accueillera le Sommet de la Terre, destiné à poser les bases d'une économie verte pour la planète. Dans l'objectif de s'unir et de s'exprimer d'une seule voix lors de cet événement mondial, plusieurs ministres des pays amazoniens se sont rencontrés, le 22 novembre, à Manaus (Amazonie).

A cette occasion, le ministre brésilien des affaires étrangères a déclaré qu'il était nécessaire de " *revitaliser le traité de coopération amazonienne* " pour mieux protéger la plus grande forêt tropicale du monde. " *Il existe un double discours des pouvoirs publics, y compris de la présidente brésilienne Dilma Rousseff, sur les questions environnementales* ", regrette Andressa Caldas, avocate de l'ONG Justice Global.

Le texte du nouveau code forestier sera présenté dans les jours qui viennent en session plénière au Sénat. Il repassera ensuite par la chambre des députés avant d'être soumis au veto de Dilma Rousseff.

La présidente brésilienne devra alors choisir : s'opposer à ce projet de loi et s'exposer aux foudres du Congrès ; ou tenir ses promesses de lutte contre la déforestation, l'un de ses principaux thèmes de campagne, lors de l'élection présidentielle. - (*Intérim.*)

© Le Monde

◀ **article précédent**

Questions autour de l'enlèvement...

article suivant ▶

Un vaste programme de réhabilitation...